

Abattus par un chômage à 25 % et des années de crise, les Grecs se préparent à sauter dans l'inconnu dimanche, en portant au pouvoir le parti anti-austérité Syriza.

Les Grecs n'ont plus peur de rien. Ne pas recevoir leur chèque européen, sortir de l'euro, être en faillite... Ces menaces avaient permis à Nouvelle Démocratie d' [Antonis Samaras](#) de l'emporter sur Syriza en 2012. Mais cette fois, elles n'ont pas eu de prise sur un peuple au fond du trou. Le chômage dépasse les 25 %, les salaires et les retraites ont été fortement diminués, les aides sociales coupées... «Cela ne peut pas être pire» ; «si Syriza fait déjà la moitié de ce qu'elle dit» ; «on a tout essayé, c'est tout ce qui nous reste»...Voilà ce qu'on entend dans les rues d'Athènes. Un discours oscillant entre espoir et résignation, auquel la gauche radicale a su répondre en proposant une voie si peu raisonnable qu'elle n'avait jamais été tentée.

Dimanche, les Grecs - tous les sondages l'assurent - vont ainsi oser le saut dans l'inconnu. Ils vont quitter le système politique qui régissait leur vie politique depuis la chute de la dictature des Colonels en 1974. La fin de l'alternance entre le Parti socialiste, le Pasok, et la droite, la Nouvelle Démocratie, qui aura duré quarante ans, est programmée. [Syriza](#) va devenir le premier parti dans le Parlement monocaméral grec.

À ce jour, Syriza a récusé toutes les alliances. On ne sait pas plus sur quel programme le parti gouvernera

Dans les derniers sondages, cette coalition de la gauche radicale obtient autour des 35 % et Nouvelle Démocratie entre 26 et 29 %. La compétition pour la 3e place se joue, au-dessous de 10 %, entre le parti néonazi, Aube dorée, dont tous les principaux dirigeants sont actuellement incarcérés «pour appartenance à une organisation criminelle» ; la formation centriste To Potami ; ce qui reste du parti socialiste, le Pasok ; et les communistes du KKE.

La question en suspens est de savoir si la coalition de la gauche radicale aura, à elle seule, la majorité absolue, ou s'il lui faudra l'apport de quelques élus pour franchir la barre des 151 députés parmi les 300 que compte le Parlement. À ce jour, Syriza a récusé toutes les alliances. On ne sait pas plus sur quel programme le parti gouvernera. Refuser ou vouloir renégocier, selon les déclarations, la dette contractée auprès de l'Europe va couper, au moins pendant un temps, la Grèce de ses financiers. Rien ne dit que son budget pourra supporter les quelque

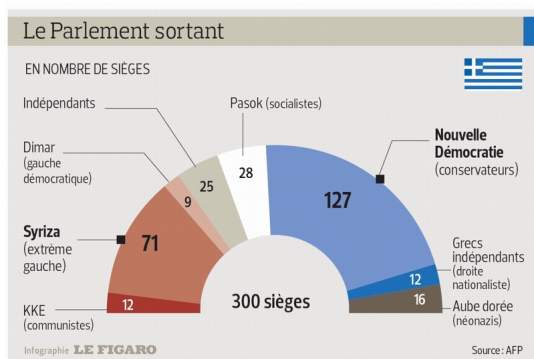
Écrit par Administrator

Vendredi, 23 Janvier 2015 19:20 -

12 milliards de mesures sociales «anti-austérité» que Syriza a promis.

Cette crise de la dette aura été un formidable accélérateur de l'Histoire. Petit parti d'extrême gauche, il y a cinq ans, Syriza, après avoir supplanté le Pasok aux législatives de 2012, s'est hissée à la première place de la vie politique grecque aux européennes de mai 2014. Le gouvernement Samaras a alors paniqué. Il a arrêté les réformes qu'il s'était engagé à mettre en œuvre en échange du financement de la dette grecque. À l'exception d'une: celle de l'impôt sur les propriétés. C'est d'ailleurs sa plus grosse erreur puisqu'il s'est mis à dos la classe moyenne.

Pour le gouvernement, l'élection d'un nouveau président de la République par les parlementaires, programmée en février, devenait un mur difficilement franchissable. Il a préféré avancer ce rendez-vous à l'hiver 2014, en espérant trouver une combinaison parlementaire. Mais le président n'a jamais pu être élu, rendant inévitables des législatives anticipées. Comme l'espérait Syriza.



[Joomla SEO powered by JoomSEF](#)